

# **SIGNIFICATION ACTUELLE DE LA FRONTIÈRE : UNE INTERPRÉTATION GÉOPOLITIQUE A PARTIR DU CAS DE L'AMAZONIE BRÉSILIENNE <sup>(1)</sup>**

Bertha K. BECKER

*Géographe. Université Fédérale de Rio de Janeiro — Département de Géographie, Cidade Universitaria, Ilha do Fundão —  
21910 Rio de Janeiro RJ*

## **RÉSUMÉ**

*A partir du débat sur l'Amazonie aujourd'hui en cours au Brésil, et de recherches directement effectuées dans ses régions orientale et méridionale, un nouveau concept géopolitique de la frontière est proposé. L'État et la haute technologie sont les déterminants historiques de la production de la frontière, espace en cours d'incorporation à l'espace global/fragmenté, partiellement structuré et doté d'un grand potentiel politique. Les conditions actuelles de la production de la frontière sont principalement: l'appropriation monopoliste de l'espace par diverses fractions du capital; la mobilité de la force de travail; les réseaux d'organisation de l'espace, particulièrement le réseau urbain, base logistique de l'intégration économique et idéologique; la fragmentation de l'espace et la formation de régions, comprises comme pouvoir local. La résistance des petits producteurs vise la conquête d'un espace propre, s'effectue sous forme de conflits du quotidien et joue un rôle fondamental dans l'orientation du processus de la production de l'espace.*

**MOTS-CLÉS :** Frontière — Géopolitique — Haute technologie — État — Amazonie orientale — Appropriation de l'espace — Mobilité — Urbanisation — Régions — Formes de Résistance — Brésil.

## **RESUMO**

### **SIGNIFICÂNCIA CONTEMPORÂNEA DA FRONTEIRA : UMA INTERPRETAÇÃO GEOPOLÍTICA A PARTIR DA AMAZÔNIA BRASILEIRA**

*A partir do debate nacional sobre a Amazônia e de pesquisas diretas em suas porções oriental e meridional, propõe-se um novo conceito geopolítico de fronteira. O Estado e a alta tecnologia são os determinantes históricos da produção da fronteira, espaço em incorporação ao espaço global/fragmentado, não plenamente estruturado e dotado de alto potencial político. Condições atuais de produção da fronteira são principalmente: a apropriação monopolista do espaço por várias frações do capital; a mobilidade da força de trabalho; as redes de ordenação do espaço, especialmente a rede urbana, base logística da integração econômica e ideológica; a fragmentação do espaço e a formação de regiões, entendidas como um poder local. A resistência dos pequenos produtores visa a conquista de um espaço próprio, se efetua sob forma de conflito aberto ou de conflito resolvido, e tem um papel fundamental no direcionamento do processo de produção do espaço.*

**PALAVRAS CHAVES :** Fronteira — Geopolítica — Alta tecnologia — Estado — Amazônia Oriental — Apropriação — Mobilidade — Urbanização — Sub-regiões — Resistência — Brasil.

## **ABSTRACT**

### **ACTUAL SIGNIFICATION OF FRONTIER : A GEOPOLITICAL INTERPRETATION BASED ON BRAZILIAN AMAZONIA**

*Based on the national debate on Amazonia and on field research in its eastern and southern portions, a new geopolitical concept of frontier is proposed. The State and high technology are the two historical determinants of*

---

(1) Traduit du portugais par Catherine Aubertin, ORSTOM.

*the production of the frontier, understood as a non fully structural space with a high political potential. Contemporary conditions for the production of the frontier are basically: land monopoly by various fractions of capital; labor mobility; network for spatial ordering, particularly the urban network which is the logistic base for economic and ideological integration; spatial fragmentation and formation of regions, understood as a local power. The resistance of small producers for conquering their own space, expressed in daily conflicts and/or open struggle, has also a basic role in the process of the production of space.*

KEY WORDS : Frontier — Geopolitics — High technology — State — Eastern Amazonia — Appropriation — Mobility — Urbanization — Regions — Resistance — Brazil.

Un des derniers espaces peu peuplés de la planète, l'Amazonie brésilienne, a été durant ces quinze dernières années l'objet d'un intense mouvement d'appropriation de ses terres et de ses ressources par des forces nationales et internationales. De ce fait, s'est intensifié l'intérêt national — social et intellectuel — pour les phénomènes liés à l'expansion de la frontière et particulièrement pour ses conséquences. Le débat sur la voie de développement ouverte par la frontière s'est confondu avec le débat sur la voie de développement du pays lui-même. Un important processus d'élaboration de nouvelles représentations de la région s'est déclenché, avançant l'hypothèse qu'est « en jeu dans la frontière une charge symbolique très dense liée à la construction du drame de la confrontation de la nation avec son destin » (VELHO, 1983).

La centralisation de l'information et du pouvoir de décision, caractéristique du régime autoritaire qui a régné pendant vingt ans dans le pays et la rapidité des transformations induites par le nouvel ordre économique international ont certainement rendu difficile une connaissance objective de la frontière en favorisant les conceptions idéologiques simplificatrices qui, incapables de saisir l'ampleur et la complexité des processus en cours à l'époque de la haute technologie, gênent aujourd'hui la recherche de solutions alternatives pour la consolidation d'une société démocratique au Brésil.

Ces difficultés montrent aussi le caractère inopérant du concept traditionnel de frontière. La frontière ne peut plus être pensée exclusivement comme des franges de la carte qui représenteraient les limites spatiales, démographiques et économiques d'une formation sociale déterminée. Une nouvelle définition de la frontière s'impose, plus globale, capable de rendre compte de sa spécificité, en tant qu'espace exceptionnellement dynamique et contradictoire, et de sa relation avec l'ensemble dont elle fait partie.

Pour cela il faut dégager l'analyse de la frontière de son ancienne approche empirique, sans pour cela s'éloigner de l'histoire concrète des lieux. On sait que nos concepts sont historiquement enracinés, ils sont le reflet des situations sociales et politiques qui les produisent, et « la vérité est une interprétation significative pour notre temps du monde social passé, présent et futur » (WALLERSTEIN, 1979).

Dans le but d'apporter une contribution pour une réorientation de la recherche sur la frontière, à partir d'une pratique scientifique (1) développée en Amazonie brésilienne et en cherchant dans une nouvelle géopolitique son fondement théorique, ce travail vise à répondre aux questions suivantes : quelle est la signification de la frontière à la fin du xx<sup>e</sup> siècle ? Dans quelles conditions s'effectue son expansion ?

Dans une première partie, à partir de l'hypothèse selon laquelle la production de l'espace est un processus aussi bien concret qu'idéologique, nous discuterons le processus de la production intellectuelle de la frontière au Brésil et proposerons une nouvelle signification de la frontière. Les conditions générales de son expansion en tant qu'espace en cours d'incorporation à l'espace social, à l'espace de l'État, et par conséquent incomplètement structuré, seront analysées dans une seconde partie. La troisième partie reprendra à un autre niveau la question fondamentale du débat sur la frontière, qui est la signification théorique et empirique de la résistance des petits producteurs face au processus d'expansion de la frontière.

### La production intellectuelle de la frontière amazonienne

#### LE DÉBAT SUR LA FONCTION DE LA FRONTIÈRE ET SUR LES TERRES LIBRES

Le débat sur la fonction de la frontière s'est développé autour de la signification de la parti-

(1) Ce travail est le fruit de recherches basées sur des travaux de terrain réalisés dans le cadre d'un projet bénéficiant de l'appui de la FINEP (Financiadora de estudos e projetos), du CNPq (Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e tecnológico), et de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, coordonné par l'auteur, avec la participation des professeurs Lia O. Machado et Mariana P. Miranda.

cipation des petits producteurs et des grandes entreprises capitalistes au processus d'occupation de nouvelles terres.

Deux positions se détachent : celle des économistes, avec la thèse du fonctionnalisme de la frontière et celle des sociologues et des anthropologues avec la notion de « terres libres ». Dans les deux positions, la frontière est d'abord conçue comme lieu de reproduction de la paysannerie, soit dans sa soumission au capital, soit au contraire, dans une « logique » paysanne anticapitaliste, conception qui sera débattue plus loin.

#### *La thèse du fonctionnalisme de la frontière*

Elle se rattache à la question de la permanence de formes non capitalistes dans l'agriculture brésilienne dans un contexte d'intense croissance de type « urbain-industriel ».

La thèse d'une agriculture « retardataire », secteur flexible ayant pour fonction de répondre aux besoins du processus de développement selon les exigences du marché de consommation (PARVA, 1971; CASTRO, 1969), a été conçue dans le cadre de la pensée libérale, en opposition à ceux qui considèrent ce secteur retardataire comme un système économique en soi, ou comme un frein au développement.

Cette thèse fut alors reprise par l'école de pensée critique en termes d'analyse de l'accumulation du capital, dépassant la vision dualiste : la reproduction des formes non capitalistes de production dans l'agriculture, et par extension sur la frontière, participe du fonctionnement du capital dans la mesure où celles-ci lui fournissent des aliments et de la main-d'œuvre à bon marché. En offrant les conditions d'un accroissement extensif de la production, la frontière favorise la reproduction de ces formes (OLIVEIRA, 1975), le surplus étant mobilisé par quelques-uns, sans changement structurel ou avec de simples ajustements.

Malgré des variations sur l'importance à attacher à ces différents facteurs déterminants, il y a convergence sur le fait que l'expansion de la frontière s'appuie sur la reproduction de formes non capitalistes de production.

Pour les uns, les facteurs déterminants de cette expansion sont la disponibilité en terres libres et en force de travail provenant des régions ayant déjà subi une transformation capitaliste. La frontière constitue ainsi une « soupape d'échappement » aux tensions sociales et démographiques produites par l'expansion capitaliste dans les régions les plus peuplées, et l'État intervient pour permettre le processus d'occupation des régions neuves, en favorisant la reproduction de formes archaïques, que ce soit la paysannerie sur la frontière, ou le latifundium dans les régions déjà peuplées.

Pour les autres, les paramètres explicatifs seraient contenus dans la croissance de la demande d'aliments et de matières premières, expansion effectuée sous la domination du capital commercial. Celui-ci structure aussi la frontière par l'intermédiaire de formes non capitalistes de production qui jouent ainsi un nouveau rôle. « Dans ce processus, la frontière peut s'ériger en lieu privilégié d'une nouvelle formation de la production non capitaliste ou paysanne. » (REGO, 1978.)

La mise en question de la thèse du caractère fonctionnel de la frontière est le fait d'études théoriques et de preuves empiriques. Les études théoriques soutiennent que :

A. Le retard relatif de l'agriculture — et de la frontière en général — résulte de sa subordination indirecte au capital. Il ne peut s'expliquer par la croissance du capital, celle des secteurs non agricoles, c'est-à-dire du marché urbain et industriel, mais par les formes particulières du développement du capitalisme dans le pays, dérivées de celui du capitalisme mondial et de la division internationale du travail et de ses répercussions au niveau national.

B. Aussi bien l'explication dualiste que l'explication fonctionnaliste doivent être rejetées, car elles occultent les contradictions de ce développement. Il n'y a pas dualisme puisque les rapports non capitalistes existent du fait de leur subordination au capital, mais cette subordination ne doit pas non plus être comprise comme fonctionnelle puisqu'elle détermine des contradictions spécifiques et non pas une solution aux contradictions du capitalisme au Brésil (S. SILVA, 1976).

De plus, le développement capitaliste transforme la paysannerie traditionnelle, en créant une force de travail mobile et une petite bourgeoisie rurale qui, aux côtés des grands propriétaires, assure aujourd'hui la production agricole, pour l'exportation comme pour le marché intérieur. Ce n'est pas par conséquent la paysannerie qui garantit la production d'aliments. Selon le recensement de 1975, la moitié environ des exploitations agricoles du pays (environ deux millions et demi) ont une valeur moyenne de production inférieure à la moitié du salaire minimum légal et leur contribution à la valeur totale de la production est inférieure à 5 %. La plus grande partie de la valeur de la production du pays est le fait d'un petit groupe d'exploitations situées dans l'État de São Paulo utilisatrices d'intrants industriels et bénéficiant de facilités de crédit (S. SILVA, 1982). Ces exploitations n'ont d'ailleurs pas forcément de grandes surfaces. Rappelons que selon le recensement de 1980, 50,6 % de la valeur de la production — autoconsommation comprise — est réalisée dans des exploitations inférieures à 100 ha.

Ces mêmes exploitations représentent 67,6 % de la production de manioc, de maïs, de riz et de haricot. Il importe donc de bien distinguer la valeur purement monétaire de la production commercialisée et la valeur sociale de la petite production paysanne.

### *Le mythe des « terres libres »*

Les sociologues et les anthropologues se sont aussi préoccupés du thème de la reproduction de la paysannerie, mais en l'abordant à partir d'une autre préoccupation (MUSUMECI, 1984) : celle de la tendance, depuis 1970, à la disparition des possibilités d'accès à des terres amazoniennes autrefois « libres » pour le petit producteur, en raison de l'implantation massive de projets agricoles soutenus par l'État, ce qui a entraîné la multiplication des conflits dans la région (G. SILVA, 1982).

La question de l'affrontement, de la lutte pour la terre entre *posseiros* et *grileiros*, entre communautés paysannes et entreprises capitalistes, entre petite agriculture et grand élevage, est considérée comme décisive pour la compréhension des processus sociaux en cours dans la région. L'éclairage jeté sur les antagonismes fait renaître une analyse d'allure dualiste (MUSUMECI, 1984), en laissant de côté les approches antérieures en termes de processus global. L'hypothèse principale d'un tel modèle est que la « fermeture » de la frontière implique la confrontation entre deux modes contradictoires de se représenter et d'utiliser la terre. L'un se structure autour de la notion de droit de *posse* gagné par le travail, l'autre se fonde sur la notion de propriété privée qui suppose un lien juridique formel et marchand avec la terre, indépendamment du travail. Deux logiques, deux types de relations opposées, incompatibles : la première constituant le noyau du mode d'occupation spontanée des paysans *posseiros*, la seconde l'essence de l'expansion capitaliste, simultanée ou postérieure à ce mode d'occupation.

Dans l'une des formulations du modèle, le dualisme s'exprime en tant que produit ou reflet de modes de production distincts : le « mode de production paysan » occupant les terres libres, expression d'un univers extérieur et opposé au capitalisme.

Une autre formulation compare « front d'expansion » et « front pionnier », tous deux produits directs ou indirects du processus d'expansion capitaliste à la campagne, mais en instaurant des formes disjointes et antagoniques d'occupation du sol. Le « front d'expansion » est celui des paysans et des *posseiros*. Il est défini comme une étape intermédiaire entre la frontière démographique (au-delà de laquelle n'existent que des groupes tribaux) et la frontière économique (front pionnier capitaliste).

Ses terres libres sont occupées par les *posseiros* pour subvenir à leurs besoins et assurer leur reproduction par le travail familial. Elle est caractérisée par l'absence de propriété privée de la terre (MARTINS, 1975), sachant qu'ils ne considèrent pas la terre comme un objet d'appropriation, ni même comme une marchandise, mais seulement comme un instrument de travail (WAGNER et MOURAO, 1978; FASE, 1979; MARTINS, 1981).

L'introduction de la logique capitaliste d'accès à la terre se traduit par un processus d'expropriation de la paysannerie. Il peut y avoir cependant résistance des paysans et lutte pour préserver les « terres libres », position essentielle pour expliquer la signification politique des conflits de terre dans la région.

On observe toutefois, dans le cadre de cette résistance, une tendance de la part du paysan à intégrer la règle dominante : de nombreux *posseiros* adhèrent au « système dominant » d'appropriation de la terre en cherchant à consolider leur droit de *posse* et à accéder à la condition de propriétaire terrien. Une telle adhésion est analysée par les « paysannistes » comme une stratégie défensive d'adaptation, mais qui introduit une différenciation entre cette couche de *posseiros* et les « véritables » paysans considérés comme catégorie principale de l'analyse, et comme susceptibles de polariser une éventuelle alliance politique (WAGNER, 1981).

D'autres analystes, cependant, en viennent à s'interroger sur le « modèle ». Ils mènent des recherches sur l'existence possible de différenciations et de conflits internes à la propre structure du front d'expansion, antérieurs donc à la confrontation paysan-capitaliste. Ces recherches (VELHO, 1980, 1983; SOARES, 1981; MUSUMECI, 1984) conduisent à mettre en question l'idée d'une logique et d'un système de représentations spécifiques à la paysannerie de la frontière, opposés à ceux du système capitaliste, dans la mesure où les études de terrain montrent qu'à l'intérieur d'un même groupe paysan de la frontière il peut exister des formes et des « logiques » d'occupation très différentes et même contradictoires, et des projets très différents de réforme agraire. Ces recherches conduisent à considérer la référence aux terres libres comme un *mythe*, un renvoi à des événements distants dans le temps et/ou l'espace, et dont la fonction serait d'exprimer quelque chose sur le présent et de légitimer les positions, stratégies et projets individuels ou collectifs, rejoignant ainsi les conceptions de Turner sur la frontière comme lieu du capitalisme utopique. Elles conduisent aussi à reconnaître un lien entre le mouvement de colonisation « spontanée » et des processus historiques plus amples, en soulignant le rôle du capital commercial usuraire dans la formation de la frontière et en abandonnant la « spécificité » de la paysannerie comme élément central de l'analyse.

La frontière devient alors un « espace où le processus de colonisation implante de nouvelles relations sociales et en redéfinit d'anciennes. La notion de frontière ne contient pas l'hypothèse de l'inexistence de formes antérieures d'articulation de ses espaces à la société, ni d'un processus d'occupation continu, en bloc, comme le suggère l'expression nord-américaine de « frontière en mouvement ». Elle contient essentiellement l'hypothèse de l'existence d'une structure sociale dynamique, et relativement « ouverte », associée aux mouvements d'occupation et de ré-occupation des terres » (MUSUMECI, 1984).

Des études géographiques empiriques reprennent, parallèlement, une riche tradition de recherches sur les fronts pionniers des années cinquante dans le sud-est du pays (MONBEIG, 1952; WAIBEL, 1955). Ces analyses, bien que cela n'apparaisse pas toujours explicitement, sont en rapport avec le débat que nous venons d'évoquer.

Les études sur l'expansion des routes, l'action des entreprises multinationales et la dégradation de l'environnement, menées dans l'optique de dénoncer l'expansion du capitalisme sauvage appuyé par l'État, se rapprochent des positions qui conçoivent la frontière comme lieu de la paysannerie (VALVERDE *et al.*, 1979; VALVERDE et FREITAS, 1980). D'autres travaux axés sur les problèmes écologiques causés par le mauvais usage de la terre et sur les conséquences de la politique d'intégration régionale portent un jugement critique sur le processus d'occupation du territoire. (STERNBERG, 1981; PEBAYLE et KOEHLIN, 1981; RIVIÈRE d'ARC, 1978).

D'autres études se rapprochent de la position qui cherche à replacer la frontière dans son contexte, dans la mesure où elles révèlent : que sa production est destinée aujourd'hui non pas exclusivement au marché des grandes métropoles du centre, mais à son propre approvisionnement et/ou à celui des centres du Nord-Est brésilien; que la frontière s'étend dans un contexte d'urbanisation; que l'immigration vers la frontière n'est pas spontanée, mais bien principalement induite par l'État, et que la paysannerie se différencie socialement au cours du processus migratoire; que la frontière n'est pas seulement le théâtre de grands projets subventionnés par l'État mais aussi de formes de production liées aux différentes fractions du capital, avec un financement qui provient aujourd'hui aussi bien du capital commercial-usuraire que du capital bancaire (BECKER, 1982 a, 1983, 1984 a; MACHADO, 1983, 1984; MIRANDA, 1982, 1984).

C'est à partir de cet ensemble de contributions que l'on peut proposer une nouvelle signification géopolitique de la frontière.

#### LA NOUVELLE SIGNIFICATION POLITIQUE DE LA FRONTIÈRE

L'approche antiréductionniste et antidéterministe du phénomène de frontière fait partie de la réflexion sur le rôle de l'espace et ses étroites relations avec l'État à l'ère technologique.

La frontière amazonienne ne peut s'interpréter qu'à partir de l'insertion du Brésil dans le monde capitaliste, comme effet de la nouvelle échelle des rapports capital-travail, lié à la production d'un espace planétaire, au sein duquel les États nationaux ont conservé leurs fonctions de contrôle, de hiérarchisation et de régulation, sur une base spatiale.

C'est à partir de ce moment que l'État devient nécessaire, non plus uniquement comme gérant de l'économie, mais pour assurer les conditions de reproduction des rapports de domination inhérents à la hiérarchie des groupes et des lieux.

L'État tend à imposer une rationalité, la sienne, au chaos des relations sociales et dispose de l'espace comme instrument privilégié. L'économique est reconsidéré en termes spatiaux — flux et stocks — et l'État tend à les contrôler et à assurer leur coordination, en intégrant et brisant l'espace précédent pour produire son propre espace. Il impose ainsi un ordre spatial lié à une pratique et à une conception de l'espace global, rationnel, logistique, d'intérêt général, stratégique, représenté par la technostructure, en contradiction avec la pratique et la conception d'un espace local, d'intérêt privé et soumis aux objectifs particuliers des agents de la production de l'espace. « Ce n'est pas un nouvel espace qui est ainsi engendré, mais un produit spécifique du clivage privé/public, exprimé dans un espace au double caractère global/fragmenté qui est condition de la reproduction généralisée. » (LEFEBVRE, 1978.)

Dans la dernière décennie, les contradictions contenues dans le processus de production de l'espace global/fragmenté se sont avivées. La révolution technologique dans le domaine de l'électronique et des télécommunications crée une nouvelle forme de production et d'organisation sociale fondée sur l'information et la connaissance — la haute technologie — (CASTELLS, 1984), qui réorganise les bases du modèle d'accumulation.

La mise en place d'un nouvel ordre planétaire, dans la mesure où elle est rendue possible par l'extension de l'espace de l'État-politique, maintient le rôle politique et idéologique de l'État à l'ordre du jour. Par ailleurs, le renforcement des grandes entreprises se traduit par une perte de pouvoir pour l'État dans la mesure où les pays cessent d'être les unités économiques historiquement représentatives et où l'État perd tout contrôle sur les choix de localisation des entreprises et sur l'ensemble

du processus de production; phénomène aggravé dans les États sous-développés par l'effet de la dette extérieure (BECKER, 1982 b, 1984 b, 1985).

Dans des conditions d'autonomie réduite de l'État, le processus de production de l'espace global/fragmenté voit s'accroître l'aspect fragmentaire comme conséquence de l'appropriation privée de portions importantes du Territoire qui deviennent ainsi dépendantes de l'espace transnational et relativement autonomes, introduisant de profondes fractures dans l'espace étatique. Par conséquent, la contradiction entre les intérêts généraux et les intérêts privés, les conflits avec les structures antérieures, ainsi que les mouvements contestataires des usagers, se développent.

C'est dans ce contexte qu'il nous est possible d'interpréter les significations de la frontière aujourd'hui. Frontière n'est pas synonyme de terres *devolutas* dont l'appropriation économique serait assurée pour les pionniers. Elle ne se réduit pas non plus au processus de colonisation agricole. Ce n'est pas l'espace physique qui caractérise la situation de frontière agricole, mais l'espace social, politique, idéologiquement marqué, qu'elle engendre. L'hypothèse alternative est que *la frontière constitue un espace en cours d'incorporation dans l'espace global-fragmenté* (BECKER, 1984). Elle contient ainsi les éléments essentiels du mode de production dominant et de la formation économique et sociale dans laquelle elle se situe, mais il s'agit d'un espace qui n'est pas pleinement structuré. C'est un espace dynamique, où les rapports et les pratiques n'atteignent pas le degré de cristallisation habituel en d'autres circonstances, il est par conséquent producteur de réalités nouvelles et doté d'un fort potentiel politique. *La donnée essentielle de la frontière est en effet la virtualité historique qu'elle contient* : selon la forme d'appropriation de l'espace, des rapports sociaux, des catégories et des intérêts des acteurs sociaux qui s'y constituent, on assistera à la formation de projets politiques distincts. La frontière peut être définie comme l'espace de manœuvre des forces sociales et comme un espace de projection dans le futur, potentiellement porteur d'alternatives.

En d'autres termes, la frontière est l'espace de l'espoir d'une reproduction élargie pour pratiquement tous les acteurs impliqués, mais dans lequel demeure l'incertitude quant à cette reproduction, dans la mesure où les actions sociales répondent à des orientations politiques et idéologiques et pas seulement aux contraintes économiques, conditions qui lui attribuent une valeur dynamique et stratégique.

Les problèmes relatifs à la frontière peuvent donc être étudiés dans des espaces bien différents des franges pionnières des forêts lointaines.

Dans le cas de l'Amazonie, en raison de l'immensité de son territoire, des richesses qu'elle contient et de l'absence d'organisations régionales capables de s'opposer à son appropriation, la frontière joue un rôle stratégique exceptionnel comme réserve énergétique mondiale. Face à la nouvelle stratégie des grandes entreprises, elle représente un espace où il est possible d'exercer le monopole des moyens de production — matières premières, main-d'œuvre bon marché et terres —, un espace où il est facile d'installer de nouvelles structures ouvrant des marchés à la haute technologie, un espace où il est possible d'étendre le contrôle du marché financier international.

Cette potentialité politique, existant à une échelle géographique d'une telle ampleur, en fait l'espace stratégique par excellence pour l'État, qui se consacre à sa structuration accélérée et à son contrôle pour l'intégrer à l'espace global, en même temps que, au plan idéologique, il utilise l'image d'espace alternatif qu'il a su préserver. Pour la nation, la voie de développement ouverte par la frontière est un symbole et un fait politique de première grandeur (BECKER, 1984 a, 1985).

### Les conditions actuelles de la production de la frontière (1)

Pays tropical de dimension continentale, le Brésil a vu son histoire liée depuis le xvi<sup>e</sup> siècle à son intégration dans la division internationale du travail en tant que frontière-réserve de richesses pour les pays capitalistes du centre.

Cette condition de frontière économique a marqué profondément non seulement les modes d'appropriation et d'usage de la terre et les formes d'organisation sociale, mais aussi le cadre institutionnel et politique du pays, même après l'indépendance politique au xix<sup>e</sup> siècle. La formation de l'État National est intimement liée à l'imposition et à la reformulation permanente d'une organisation de l'espace en accord avec l'instabilité d'une production liée aux oscillations du marché mondial. Un véritable « know how » de la frontière a été ainsi créé, en rapport avec l'expansion des réseaux de transport, l'aide gouvernementale à la formation d'entreprises et la production d'un contingent de population mobile prête à répondre à la redéfinition continuelle de l'organisation de l'espace.

(1) Une partie de l'analyse de cette section a été repensée à partir de BECKER, 1984 a.

L'interdépendance entre l'organisation de l'État et la conquête de nouvelles régions est évidente depuis la proclamation de la République. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'en 1930, l'expansion de la frontière, en vue de la production d'aliments pour l'approvisionnement des travailleurs urbains fut mise en œuvre par une puissante action idéologique de l'État qui s'exprimait dans le slogan de « la marche vers l'Ouest » et dans des projets de colonisation officiels. La consolidation d'une zone productive située dans l'intérieur fut à son tour un facteur de renforcement du pouvoir central, l'*Estado novo* autoritaire installé en 1930.

C'est cependant après la guerre, au milieu des années cinquante, que s'intensifie le rapport État-espace et la production de l'espace global dont nous allons maintenant présenter les conditions.

#### LA MISE EN PLACE DES RÉSEAUX D'INTÉGRATION SPATIALE

Après 1955, la tendance à l'accumulation monopoliste provoque simultanément l'urbanisation et l'expansion de la frontière agricole. La production de biens de consommation durables et de biens d'équipement par des entreprises étrangères devient le moteur de l'économie, et le capital national se réfugie dans des secteurs spéculatifs en diversifiant ses investissements, notamment par l'achat de terres. L'État participe largement à ce processus en créant des mécanismes d'encouragement économiques et en diffusant l'idéologie du développement qui garantit en même temps la monopolisation de l'économie, l'unification du marché intérieur et la centralisation du pouvoir. « Énergie et transports », tel est le slogan qui mobilise la nation et la stratégie qui jette les bases de la production de l'espace global.

L'État réalise cette production grâce à l'expansion des réseaux. D'abord il étend les grands axes routiers pionniers d'aménagement du territoire. De grands axes de pénétration — la route Belém-Brasília, puis la Brasília-Acre — rompent les barrières géographiques qui permettaient la coexistence de marchés régionaux isolés, en accompagnant ou en provoquant le déplacement des paysans (1) et des *fazendeiros*. A la fois produit et condition de la centralisation économique et politique, la frontière est une expression de l'ensemble national et s'étend aux limites de la zone peuplée de l'espace national.

Après l'instauration du régime autoritaire en 1964, l'occupation de l'Amazonie devient un objectif prioritaire; l'État permet et encourage l'occupation de terres sur le front d'expansion pionnière. Les

idéologies de la « marche vers l'Ouest » et du développement convergent dans le « programme d'intégration nationale » (PIN, 1970), présenté comme capable de garantir en même temps le « miracle brésilien », l'accès à la terre pour les petits producteurs pauvres du Nord-Est et la sécurité nationale contre toutes les menaces extérieures et intérieures.

L'expansion des divers types de réseaux assure l'intégration de l'espace : le réseau routier développé par la réalisation de grands axes transversaux comme la Transamazonienne, la Périmétrale nord, la route Cuiaba-Santarem et la route Porto Velho-Manaus; le réseau de télécommunications par satellite qui garantit l'intégration idéologique et psychosociale, qui diffuse les valeurs des centres dominants par la télévision et qui intensifie la communication et les contacts grâce à un réseau téléphonique au fonctionnement exemplaire; le réseau urbain, siège des réseaux des organismes privés et des institutions qui dirigent les opérations économiques et le contrôle idéologique.

Depuis 1980 un autre type de réseau est implanté, le réseau hydro-électrique, base de la nouvelle politique d'expansion de la frontière grâce à de grands projets où l'intervention de l'État privilégie les investissements directement liés à la production de biens indispensables à la reproduction du capital.

#### L'APPROPRIATION MONOPOLISTE DE LA FRONTIÈRE

La frontière ne constitue pas l'alternative au mode de développement latifundiaire, pas plus qu'elle n'est exclusivement le domaine de l'entreprise latifundiaire. On peut soutenir qu'y cohabitent des formes diversifiées d'organisation de la production qu'il est possible de remodeler.

La centralisation des terres entre les mains de l'État et le contrôle de leur redistribution sont parmi les bases de son affirmation.

Le monopole de la terre, ou l'appropriation privée de la terre, qui n'est pas synonyme de concentration de la terre, et qui n'est pas le fait de la seule fraction monopoliste du capital, est une condition de l'obtention future de revenus (S. SILVA, 1981), soit grâce à son exploitation productive, soit comme moyen pour bénéficier du crédit et d'avantages financiers (BECKER, 1978, 1980). C'est une condition pour reproduire la subordination du travail au capital (S. SILVA, 1981). C'est aussi une condition de la reproduction des classes dirigeantes et dominantes (MACHADO, 1984). Le contrôle du processus de distribution de la terre est, quant à lui, la condition du renforcement de l'appareil d'État.

(1) On entend ici par paysans des producteurs dont l'un des éléments caractéristiques est le travail de la terre en unité familiale, sans que cela entraîne une logique de fonctionnement propre de ces unités de production, ni une identité sociale particulière.

Dans le cadre de son projet de structuration rapide et de contrôle d'un aussi vaste territoire, l'État crée les conditions de l'appropriation privée des *terras devolutas* par des secteurs de la société détenteurs de capital et à forte capacité d'organisation. Dans les années soixante-dix, les subventions et les crédits spéciaux à faible taux forment les mécanismes sélectifs qui encouragent l'installation prédominante de l'entreprise agricole capitaliste, liée aux sociétés nationales et multinationales basées dans le sud-est du pays. Dans les années quatre-vingts, de grands projets d'exploitation minière s'emparent de vastes territoires et des ressources régionales. Mais l'État développe aussi des programmes réformistes en certains lieux stratégiques afin de répondre aux intérêts de divers groupes sociaux et de se concilier les masses rurales.

Le modèle national de structure foncière, caractérisé par une forte concentration des terres, se reproduit ainsi dans la région sans que cela signifie toutefois que la frontière soit fermée car :

A. Il existe encore une grande quantité de terres libres : la surface occupée par les exploitations agricoles ne représentent que 24 % de la surface totale en 1980.

B. L'entreprise latifundiaire ne s'impose pas comme seule forme d'appropriation du sol, on observe en effet : a) l'appropriation par d'autres acteurs appartenant à diverses fractions du capital comme les compagnies privées de colonisation, le capital commercial et spéculatif à qui l'État a délégué l'initiative du peuplement de vastes territoires, semblables à de véritables barons féodaux ou à des dirigeants de mini-États, fidèles cependant au gouvernement fédéral, les *fazendeiros* individuels, éleveurs traditionnels, les colons et les petits producteurs agricoles capitalistes; b) la mainmise directe de l'État, soucieux de jouer son rôle social et de se légitimer, par la colonisation officielle dont le but est la distribution sociale de la terre et qui peut être comprise « comme un processus opposé à celui de l'instauration de la propriété privée de la terre, c'est-à-dire comme une « nationalisation de la terre » (VELHO, 1983), par la création de territoires gérés directement dans les zones de conflits de terre (GETAT et GEBAM); c) l'appropriation conjointe de l'État et de l'entreprise privée, forme la plus récente de l'appropriation de l'espace, par la création de zones d'exploitation économique par le grand capital (programme Grand Carajas).

ou de zones destinées à être loties (projets de colonisation dans le Mato Grosso) (1).

C. Elle n'est pas fermée parce que les formes de productions établies sont susceptibles de restructuration. Il est prouvé que les stratégies d'adaptation des acteurs à de nouvelles conjonctures sont flexibles et peuvent modifier les caractéristiques du processus d'occupation. Entre 1950 et 1970, la frontière a gardé un caractère agricole sous l'impulsion de fractions non monopolistes du capital. Après 1969, on assiste à la prédominance de l'appropriation spéculative des terres, liée à des activités non productives, par la fraction monopoliste du capital. Aujourd'hui, alors que le capital financier international domine dans un contexte de crise, nous constatons que : a) le grand capital semble se désengager de la frontière et s'investir sélectivement (SAWYER, 1982); les éleveurs, extrêmement dépendants des subventions et des crédits, intensifient leurs investissements grâce aux subventions officielles, dans le cas des plus grands, ou les réorientent vers les produits d'exportation en suivant les orientations du crédit agricole; b) on assiste au renforcement du rôle de la frontière comme lieu d'accueil des petits producteurs dont les capitaux proviennent des multiples activités des différents membres de la famille, allant du *garimpo* aux placements financiers. Dans un véritable mouvement de « déprolétarianisation » un flux migratoire provenant de l'ABC paulista, composé de métallurgistes de l'industrie automobile au chômage, se dirige vers le nord du Mato Grosso. Quant au paysan traditionnel, il maintient une stratégie de survie qui lui permet de conserver le lien à la terre par la « polyvalence », c'est-à-dire par la participation à d'autres travaux saisonniers ou occasionnels, faisant ainsi montre d'une capacité d'adaptation qui est à la base du processus d'expansion de la frontière.

#### LA MOBILITÉ DU TRAVAIL

La mobilité du travail est la condition de la formation du marché régional de la main-d'œuvre sur la frontière, mais cette formation ne s'effectue pas selon le modèle classique de la prolétarianisation totale. Notre hypothèse est que la frontière bénéficie d'une main-d'œuvre mobile, c'est-à-dire de travailleurs salariés (temporaires et permanents) et de petits producteurs qui vendent leur force de travail dans les activités rurales et urbaines. La formation

(1) L'importance politique de la stratégie distributive de l'État s'illustre dans le nord du Mato Grosso : les colons installés par les grandes sociétés de colonisation (Sinop et Alta Floresta) ont soutenu le gouvernement de l'État lors des dernières élections, alors que les colons restés à la condition de *posseiros* (Colider), représentent aujourd'hui une force électorale d'opposition significative, faisant pression sur le gouvernement de l'État.

de ce marché du travail implique un processus de migration et de mobilité principalement induite, et de différenciation sociale de la paysannerie.

*La mobilité du travail constitue le processus spatialisé du fractionnement social*, de la constitution de la force de travail par la transformation de la paysannerie en travailleurs salariés ruraux et/ou urbains, et, également, de la constitution de couches intermédiaires qui complètent la configuration capitaliste. La mobilité de la force de travail est la faculté qui lui permet de répondre aux nécessités de la production et qui, de ce fait, constitue la condition nécessaire, sinon suffisante, de la genèse du capital et l'indice de sa croissance qui s'exprime dans la production de la force de travail, dans son utilisation dans le processus de production et dans sa circulation géographique et catégorielle (GAUDEMAR, 1976).

Sur la frontière, la mobilité du travail s'accélère. A l'occasion du processus d'occupation rapide de vastes territoires, il se crée une situation de rareté relative de main-d'œuvre qui résulte de la faiblesse du peuplement régional et des intérêts des unités de production qui n'ont besoin de main-d'œuvre que pour certaines tâches et pour des périodes limitées. La création d'une force de travail dynamique et polyvalente devient la condition fondamentale pour l'organisation du marché du travail régional. La mobilité est la solution qui s'impose pour résoudre la contradiction entre les nécessités d'attirer la main-d'œuvre sans lui accorder légalement la terre, et la nécessité de donner de la terre pour obtenir une production alimentaire et atténuer les tensions sociales. C'est aussi une solution pour compléter les revenus du « paysan » (BECKER, 1978; BECKER et MACHADO, 1980; BECKER, 1983).

*La mobilité est le résultat des stratégies des acteurs sociaux* visant à façonner le marché du travail régional, et des effets inattendus des actions des groupes en présence.

La stratégie de l'État pour garantir la mobilité sociale et géographique de la population est contenue, implicitement ou explicitement, dans toutes ses politiques. Il favorise l'attraction massive de migrants, il oriente les flux migratoires. Les politiques foncières et de crédit sélectif provoquent l'appropriation/expropriation et le processus de prolétarianisation/différenciation de la paysannerie (BECKER, 1981). La stratégie de la colonisation privée est identique à celle de l'État, elle contrôle le flux migratoire du début à la fin et promet la mobilité des colons à l'intérieur de sa zone d'action. La stratégie des unités de production capitalistes est liée aux conditions

de la production et varie selon le type d'entreprise, le degré de capitalisation et les politiques publiques. *Au cours du processus migratoire la structure de l'emploi de la population se modifie* en dispersant la paysannerie selon des trajectoires diverses.

Le Nord-Est est la principale source de main-d'œuvre non qualifiée, suivi de la zone bragantine, et du sud du Goiás. Des migrants du Centre-Sud, issus de villes petites et moyennes et de la campagne, fournissent le marché en formation de la main-d'œuvre qualifiée et les zones de colonisation. Les données de terrain montrent que sur l'ensemble des migrants étudiés en Amazonie orientale, les trajectoires sociales descendantes prédominent (BECKER, 1983) (1) : on observe une nette tendance à la prolétarianisation qui touche la moitié des catégories qui entretenaient à l'origine les liens les plus étroits avec la terre, cependant qu'augmente la proportion des salariés (28 % du total) et des polyvalents (16 %). La forme la plus nouvelle de mobilité de la force de travail est la mobilité rurale-urbaine qui conduit aux *gatos* (recruteurs de main-d'œuvre) et aux métiers urbains. Les trajectoires sociales ascendantes ne représentent que 35 % des cas étudiés et concernent des petits propriétaires devenus commerçants.

On comprend que la question de la reproduction de la paysannerie est intimement liée à la mobilité du travail. Les contradictions du mode d'expansion de la frontière provoquent simultanément la dissolution et la reproduction de la paysannerie. Dans ce processus de différenciation sociale, le paysan traditionnel tend à disparaître, et sa reproduction se réalise de deux manières, soit en tant que semi-prolétaire payant la rente foncière, soit en tant que petit producteur capitalisé.

La « polyvalence » contient par conséquent une tendance à la dissolution des rapports traditionnels de travail et constitue dans le même temps une limite au processus de prolétarianisation.

Étant donné le caractère inachevé de la frontière et l'appropriation peu productive du sol grâce aux investissements dépendants des avantages accordés par l'État, le choix des alternatives de production et d'emplois propre au capitalisme organisé se restreint en rendant les alternatives possibles risquées. Cela confère à la mobilité le caractère d'un douloureux processus d'apprentissage social au prix du déracinement et de la forte instabilité de la population qui rend difficile tout type d'organisation revendicative.

On conclut de l'analyse de ce processus dans le contexte de la frontière amazonienne que le concept de mobilité doit être revu : la mobilité n'est pas

(1) Les trajectoires ont été établies à l'aide d'un indicateur simple : les catégories professionnelles sont considérées selon le critère d'accès à la terre et au capital, et selon le degré d'autonomie du travail (Becker, 1978).

un processus linéaire qui transformerait fatalement le paysan en prolétaire. La mobilité favorise le salariat et correspond également à une limite dans la dissolution de la paysannerie et des rapports de travail traditionnels. On peut faire l'hypothèse que les individus mobiles sont les nouveaux acteurs du marché du travail, *sans que cette forme polyvalente signifie une transition* vers la prolétarianisation totale. Ce qui est en jeu ici est de reconnaître que cette forme mobile a résolu (ou contourné) la contradiction capital/travail dans les régions de capitalisme « inachevé » comme le Brésil, et peut-être même comme toute l'Amérique latine, avec une intensité bien supérieure en Amazonie en raison du caractère relativement déstructuré de cette région.

Aujourd'hui, une nouvelle structure de l'emploi se fait jour dans les grands projets liés à la haute technologie. Comme on l'a déjà observé, la segmentation entre les activités de traitement de l'information et les activités liées à la production matérielle se fait déjà sentir dans les grandes entreprises agricoles et dans le montage des projets miniers. Il reste à en étudier les effets sur la mobilité.

#### L'URBANISATION ET L'ORGANISATION DE L'ESPACE

L'expansion de la frontière ne se réduit pas à un phénomène agricole : la frontière urbaine est la base logistique du projet d'occupation rapide qui accompagne et parfois précède l'expansion de nombreuses activités.

La frontière est un espace en cours d'incorporation à l'espace global, qui est un espace urbanisé, et cette incorporation s'effectue par le centre urbain, condition clé de l'organisation de l'espace territorial et social. L'interdépendance entre l'appareil d'État et la société civile s'exprime fondamentalement dans le processus d'urbanisation sous deux aspects : a) celui de l'espace social global, ou urbanisation au sens large, qui concerne un moment de l'intégration non seulement économique, sociale et politique, capable de mobiliser, d'extraire et de concentrer des quantités significatives de surplus en construisant une économie spatiale urbanisée (HARVEY, 1973), mais aussi d'une intégration idéologique et culturelle capable d'étendre l'hégémonie, c'est-à-dire d'organiser l'espace social ; b) celui de l'espace territorial qui correspond à la croissance, à la multiplication et à la disposition des centres urbains. Le réseau hiérarchisé des centres urbains présente une configuration et un développement liés aux rapports économiques, sociaux et politiques sous l'égide du capitalisme international qui aujourd'hui situe les villes du monde au sein d'un système complexe et hiérarchisé dépendant de la nouvelle division internationale du travail (COHEN, 1981).

Les centres urbains présentent un aspect particulier qui découle de leur rôle dans le modèle général de circulation du surplus (HARVEY, 1973) et en tant que dispositifs spatiaux fondamentaux de la production de l'espace social, lieu de l'articulation État-société locale.

C'est ainsi que le projet d'occupation de la frontière amazonienne a utilisé délibérément une stratégie d'urbanisation, considérée comme un moyen pour favoriser le développement économique régional : « à l'opposé de la méthode classique de développement de régions inhabitées, fondée sur la prospection des ressources naturelles, puis sur l'installation de la population pour leur exploitation, on s'est proposé, au contraire, de commencer par urbaniser la région afin que les habitants, une fois installés, réalisent eux-mêmes les prospections et les adaptations nécessaires à l'exploitation des ressources » (RACONERO, 1978).

Cette stratégie s'est exprimée dans « l'urbanisme rural » de l'INCRA — implantation de centres urbains le long de la route transamazonienne et projets de colonisation officielle entre 1970 et 1974 — considéré comme nécessaire pour attirer la population en offrant des conditions de vie identiques à celles des régions d'origine des flux migratoires. Elle s'est exprimée également en 1974 dans la politique sélective des pôles de croissance du « Polamazônia » qui destinait 42 % du budget à l'infrastructure.

On constate alors sur la frontière une urbanisation aux formes multiples, depuis la croissance explosive de villes anciennes et récentes jusqu'à la multiplication de noyaux et de campements très instables. Les centres urbains ont un rôle fondamental dans l'incorporation de la frontière dans l'espace global.

*Les centres urbains sont le lieu où se concentrent et où circulent le capital, l'information et la force de travail.* Comme la frontière n'est pas structurée et présente une utilisation extensive peu productive de la terre et des avancées irrégulières des fronts, les stocks économiques sont discontinus et peu denses, alors que les flux sont très importants. Leur circulation détermine l'organisation d'un réseau indéfini de centres faiblement connectés, dotés de services précaires, qui croissent rapidement en nombre et en population, principalement sur la base de l'organisation du marché du travail. Le processus de changement des rapports sociaux de production, la concentration et la redistribution de la force de travail, qui doit être disponible, mobile, mais localisée en des points bien définis, s'y réalise.

Plus les noyaux sont petits, plus leurs fonctions de bases pour la circulation de la main-d'œuvre sont exclusives, plus les équipements sont précaires et plus faibles sont les temps de séjour, ce qui leur confère comme principal caractère celui d'être des

*espaces de reproduction.* C'est le cas des campements, premiers maillons dans la grande chaîne d'extraction et de mobilisation du surproduit en direction des grandes métropoles nationales et internationales.

Là où les activités productives se font plus denses, les fonctions et la structure urbaines sont plus complexes. A partir d'un certain seuil, les centres offrent des emplois dans le tertiaire inférieur et jouent le rôle de marché pour le petit commerce local et pour l'organisation de la production régionale d'aliments, faisant surgir de nouvelles sources d'accumulation. Ainsi, le centre urbain, s'il est la base de la reproduction de la force de travail qui, une fois libérée, a besoin de lui pour survivre, stimule aussi la permanence et la différenciation de la paysannerie, en en réduisant par conséquent la mobilité. Ce début de croissance marque un seuil dans le processus d'accumulation en brisant le principal caractère du centre urbain comme espace de reproduction (BECKER, 1985 a).

*Les centres urbains sont le lieu de l'action politico-idéologique de l'État,* le siège local de l'appareil d'État, de l'Église et des groupes hégémoniques de la fraction non monopoliste en formation de la nouvelle société locale, comme celui de la « préparation » de la population à son rôle dans la société, grâce à la circulation des valeurs dominantes et à l'adaptation professionnelle. Il s'y effectue une (re)socialisation des immigrants, principalement grâce au commerce qui pousse au désir et à la consommation de biens, de services et d'informations de tous ordres. Les individus s'y transforment en citoyens de l'État, avec la collaboration active des gouvernants, rendant ainsi possible la création d'un réseau hégémonique (MACHADO, 1983 et 1984). L'image idéologique de la frontière s'y renforce aussi comme espace où l'on peut accéder à la terre et acquérir des lots urbains. Elle constitue ainsi un véritable régulateur des tensions qui naissent de la plus ou moins grande appropriation de la terre par le grand capital.

La circulation routière et les conditions économiques et politiques locales déterminent ainsi le dynamisme des centres urbains et l'organisation rapide du réseau. Entre 1970 et 1980, la population urbaine de l'Amazonie orientale est passée de 1 652 688 à 2 720 140 habitants soit de 36 % à 43 % de la population totale, et cela sans prendre en compte les noyaux pionniers non comptabilisés comme urbains dans les statistiques.

Quatre types de croissance urbaine peuvent être identifiés entre 1970 et 1980 (tabl. I) :

A. L'expansion-consolidation des centres régionaux et locaux qui constituent la base avancée des activités productives des routes transamazonienne, Cuiabá-Porto Velho et Belém-Brasília.

B. L'expansion-concentration des capitales d'État, et spécialement de Belém.

C. La reproduction des petites villes et des campements dispersés, qui dépendent de la mobilité de la force de travail et qui, une fois le front de travail achevé, décroissent ou disparaissent pour réapparaître à l'occasion de nouveaux fronts.

D. Le déclin des centres traditionnels liés à la circulation fluviale.

Depuis 1980, un nouveau type d'urbanisation s'est développé : la multiplication des « villes d'entreprise » qui existaient déjà avec les grands projets agricoles et d'élevage, et qui accompagnent maintenant les grands projets miniers.

Le réseau urbain développé à l'initiative de l'État au long des routes, forme un gigantesque arc autour de l'Amazonie ; cette forme est aujourd'hui modifiée par l'implantation des franges urbaines avancées des villes d'entreprise, à l'initiative du capital transnational. On distingue ainsi, au sein de l'ensemble des centres urbains de l'Amazonie, des fonctions et des configurations sous-régionales différenciées. Une telle différenciation correspond aux espaces d'intervention d'acteurs déterminés, avec des formes de production, une organisation du marché du travail et des rapports sociaux propres, et où le poids de l'action gouvernementale varie de façon importante. Correspondant à des niveaux différents, de tels espaces composent de véritables « circuits » relativement indépendants, mais comportant évidemment des points de contact.

Sur la base de ces « circuits », il est possible d'identifier quelques modèles d'urbanisation de l'Amazonie orientale et méridionale :

A. L'urbanisation qui résulte de l'initiative étatique d'organiser le réseau urbain pour intégrer la frontière à l'espace global. Elle se développe sous deux formes : a) l'urbanisation encadrée des zones de colonisation publique (Transamazonienne et Rondônia) et privée (nord du Mato Grosso), fondée sur un système de centres urbains-ruraux hiérarchisés autour d'un pôle, la « ruropolis » ; b) l'urbanisation des zones de peuplement semi spontané, sous la simple action inductrice de l'État (route, subventions et crédits aux *fazendeiros* et aux entreprises d'Amazonie orientale), dont le réseau se présente comme segmenté en centres régionaux développés par l'initiative étatique, et les campements et les petites villes qui permettent la circulation de la main-d'œuvre.

B. L'urbanisation liée à la circulation de la force de travail. N'existant pratiquement que comme résidence et marché alternatif de travail pour les salariés temporaires et les paysans pauvres, les

TABLEAU I

Population urbaine des municipes amazoniens.  
Selon la taille (1980) et le taux de croissance de la population urbaine (1970-1980)

Municipes dont la population urbaine est supérieure à 50 000 habitants

TAILLE (1 000 hbt's)	TAUX DE CROISSANCE (%)			
	45,0 - 64,9	65,0 - 84,9	85 - 149,9	150 et plus
1 000 et plus				
500 - 999	Belém		Manaus	
250 - 499		São Luis		
100 - 249		Santarém	Porto Velho Cuiabá	
50 - 99		Macapá	Rio Branco	Ananindeua Rondonópolis Várzea Grande

Municipes dont la population urbaine est comprise entre 10.000 et 49.999 habitants avec un taux de croissance supérieur à 150%

Nombre d'habitants	Municipes			
20 000-49 000	Boa Vista Altamira Conceição do Araguaia Marabá		Tucuruí Santa Inês Barra do Garças Ji Paraná	
10 000-19 999	Humaitá Maricápurú Breves Paragominas Santa Isabel do Pará São Domingos do Capim	Coelho Neto Grajau Presidente Dutra São Mateus do Maranhão Colinas de Goiás Paraíso de Minas Gerais	Barra do Bugre Tangará da Serra Vilhena Pimenta Bueno Cacoal	Ariquemes

SOURCE : Tableau reproduit grâce à l'amabilité d'Olga Buarque de Lima (UFRJ) à partir des recensements démographiques de 1970 et 1980

campements et les hameaux constituent en eux-mêmes un « circuit » : le circuit informel du réseau formel des villes.

C. Les franges urbaines des *grands projets des entreprises transnationales* liées à l'exploitation des ressources par des hautes technologies. Localisées dans des régions isolées, elles sont relativement indépendantes de la vie régionale et locale. Leur autosuffisance s'appuie sur une base urbaine qui les relie directement avec l'extérieur au moyen de l'informatique et d'une flotte d'avions, abrite les installations de l'entreprise, constitue la résidence du nombreux personnel technique et des travailleurs permanents et est le centre d'accueil de la masse des travailleurs temporaires;

D. L'urbanisation liée aux formes d'organisation *traditionnelle* où subsiste le modèle d'un centre régional dirigeant un réseau de petites villes sur une artère fluviale.

C'est ainsi que, par la multiplication des centres urbains, non seulement le territoire se structure, mais s'instaure aussi un nouvel ordre de l'espace

social. Si le centre urbain a été le médiateur clé dans la structuration de la frontière, en rendant possible l'accumulation et l'imposition de l'hégémonie, et en permettant de contourner les contradictions inhérentes au processus comme support idéologique de la frontière, ce rôle est aujourd'hui menacé. En effet, le centre urbain est devenu le foyer des intenses conflits qui résultent des excédents de population qu'il ne peut absorber et des luttes entre les pouvoirs traditionnels et nouveaux qui s'y localisent.

#### LA FRAGMENTATION DE L'ESPACE ET LA FORMATION DE RÉGIONS

La fragmentation de l'espace et la formation des régions sont le résultat et la condition de la production de l'espace social.

L'intégration de vastes étendues de l'espace amazonien à l'ordre spatial imposé par l'État les soumet :

A. A l'ordre d'un espace logique, mais dans lequel la logique de l'ensemble homogène est démentie

par la fragmentation du détail. Produit spécifique du clivage public/privé, de deux pratiques, l'une globale, logistique et l'autre locale, liée aux intérêts particuliers, l'espace social est homogène et fragmenté. Homogène puisqu'en lui tout est équivalent et interchangeable, et fragmenté puisque divers groupes sociaux détenteurs du pouvoir économique et politique s'en sont approprié des morceaux.

B. A l'ordre d'un espace aux dimensions nouvelles et beaucoup plus vastes qui détruit, associe ou restructure les anciennes modalités de la croissance.

Cette fragmentation est concrétisée par une localisation territoriale qui détermine en partie les poids relatifs des fractions de classes et groupes sociaux et les diverses configurations des sociétés locales — ensemble de fractions non monopolistes — qui constituent l'expression sociale des régions en cours de formation.

Comme société organisée territorialement, comme réalité historique spécifique, la région est une force politique (BECKER, 1982 b, 1984 b, 1985 b). La société locale a une fonction sociale et une finalité politique qui déterminent des modes spécifiques de relations avec la fraction monopoliste et avec les institutions et organisations d'État.

Les nouveaux groupes de pouvoir qui se disputent l'appareil d'État local organisent leur domination en participant ainsi à la production de l'espace social. Par ailleurs, la région correspond aussi à des intérêts et à des réactions collectives qui s'inscrivent dans la culture, la mémoire, et qui peuvent former une résistance collective à l'homogénéisation économique et à l'organisation de l'hégémonie — manifestée sous des formes et à des degrés divers — dont le rôle contradictoire dans la production de l'espace social est sans aucun doute fondamental, bien qu'insuffisamment connu, et que nous allons discuter plus loin.

Dans son ambiguïté, la région peut être comprise comme « un champ territorial qui révèle l'émergence d'un pouvoir local que le cadre institutionnel ne fait que légaliser » (LOINGER, 1983).

La fragmentation de l'espace et la formation de nouveaux territoires sur la frontière résultent donc de la rencontre de deux mailles territoriales aux réalités différentes (fig. 1 A et 1 B) :

A. La maille socio-politique constituée par l'espace vécu des groupes sociaux qui s'installent effectivement sur la frontière et qui, selon leur poids politique — comme groupes de pression ou au contraire comme objets de manipulation politique — est institutionnalisée par la création de nouvelles unités administratives de la Fédération, principalement de *municípios*.

B. La maille politico-idéologique, constituée des territoires appropriés et gérés directement par l'appareil d'État, dans des zones dotées de ressources stratégiques ou dans des zones de conflits potentiels ou réels, comme dans le cas des zones frontalières avec les pays voisins et des zones de conflits dont les limites sont créées par la maille de l'espace vécu. Quelques-uns de ces découpages restent au niveau de projets, ne se matérialisent pas concrètement, ce qui ne réduit pas leur influence. Ils produisent ensemble une nouvelle division territoriale, superposée et en conflit avec la division officielle, au pouvoir équivalent, mais non officialisé, et par conséquent dépourvu des instruments politico-institutionnels qui garantissent la représentativité de la population.

L'espace est ainsi reconstitué en ensembles homogènes/fragmentés que l'on peut repérer à divers niveaux.

Un premier ensemble homogène/fragmenté, l'Amazonie légale, peut être repéré au niveau national-régional. L'ensemble régional est fragmenté en deux ensembles homogènes sous-régionaux : l'Amazonie orientale, où l'action de l'appareil d'État est intense, et l'Amazonie méridionale (nord du Mato Grosso), où l'initiative privée est forte. A leur tour, ces ensembles sous-régionaux sont fragmentés en diverses réalités locales :

I. La zone d'occupation créée par la route Belém-Brasília et par les crédits à l'élevage, la première à avoir été occupée et où dominent les *fazendeiros* individuels et les petits producteurs dont une partie constitue la force de travail mobile des *fazendeiros*.

II. La zone d'occupation encouragée par les subventions officielles, dominée par la grande entreprise agricole qui utilise le travail salarié, dans le sud du Pará et dans le nord-est du Mato Grosso.

III. La zone d'occupation encadrée par la colonisation officielle de la Transamazonienne et du Rondônia, où dominent les colons et le travail familial.

IV. Les enclaves d'occupation anciennes où les latifundiaires traditionnels, les *posseiros* et les *fazendeiros* se disputent la terre et dont le gouvernement central a directement pris la gestion (GETAT).

V. La zone de colonisation privée sous l'influence de la route Cuiabá-Santarem, en réalité constituée de plusieurs zones tant est grande la variété des sociétés de colonisation, en termes de degré de capitalisation, de contrôle et d'organisation (BECKER, 1981).

Aujourd'hui, une nouvelle maille se superpose, ou se juxtapose aux anciennes, en accentuant la

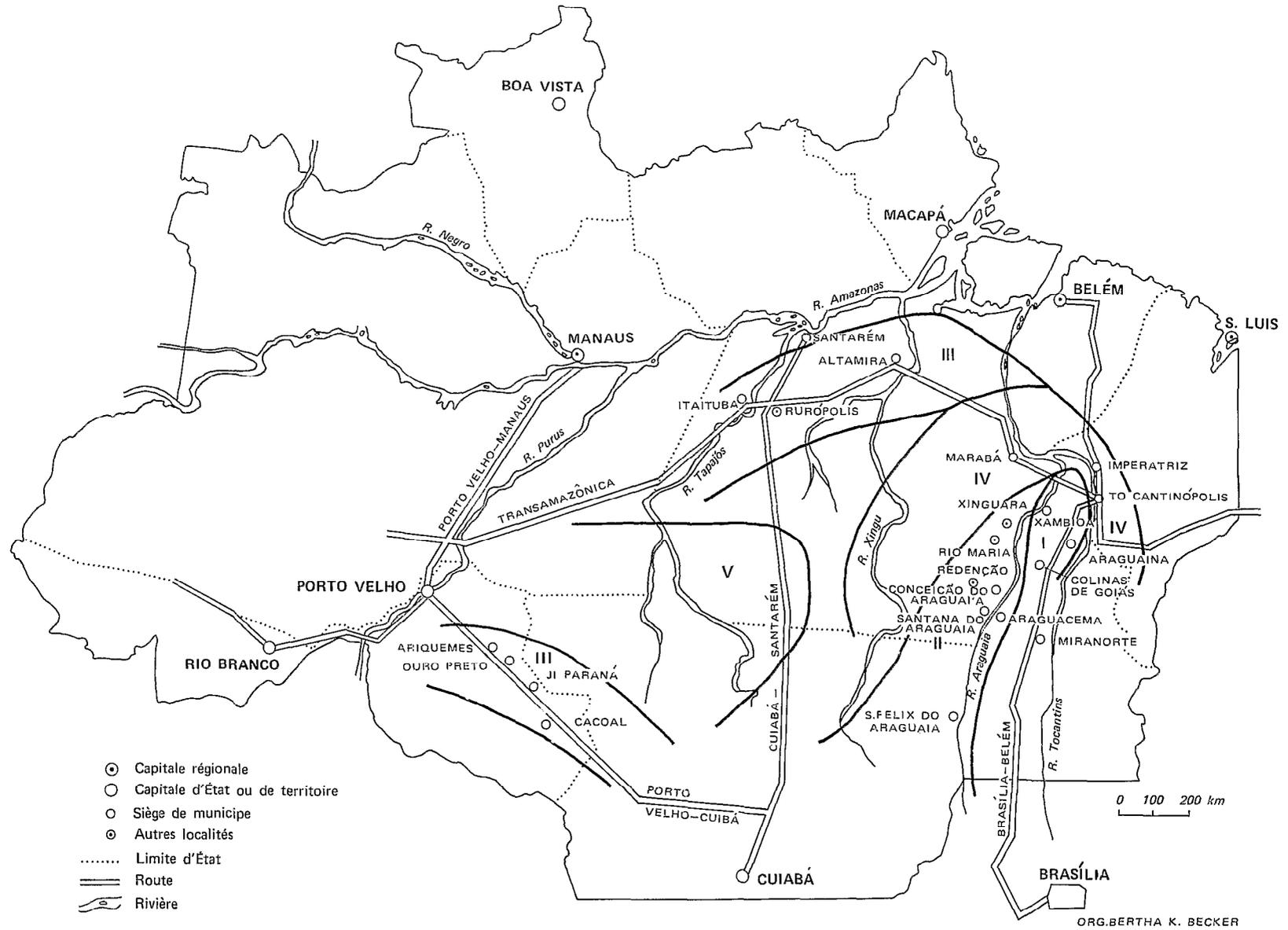
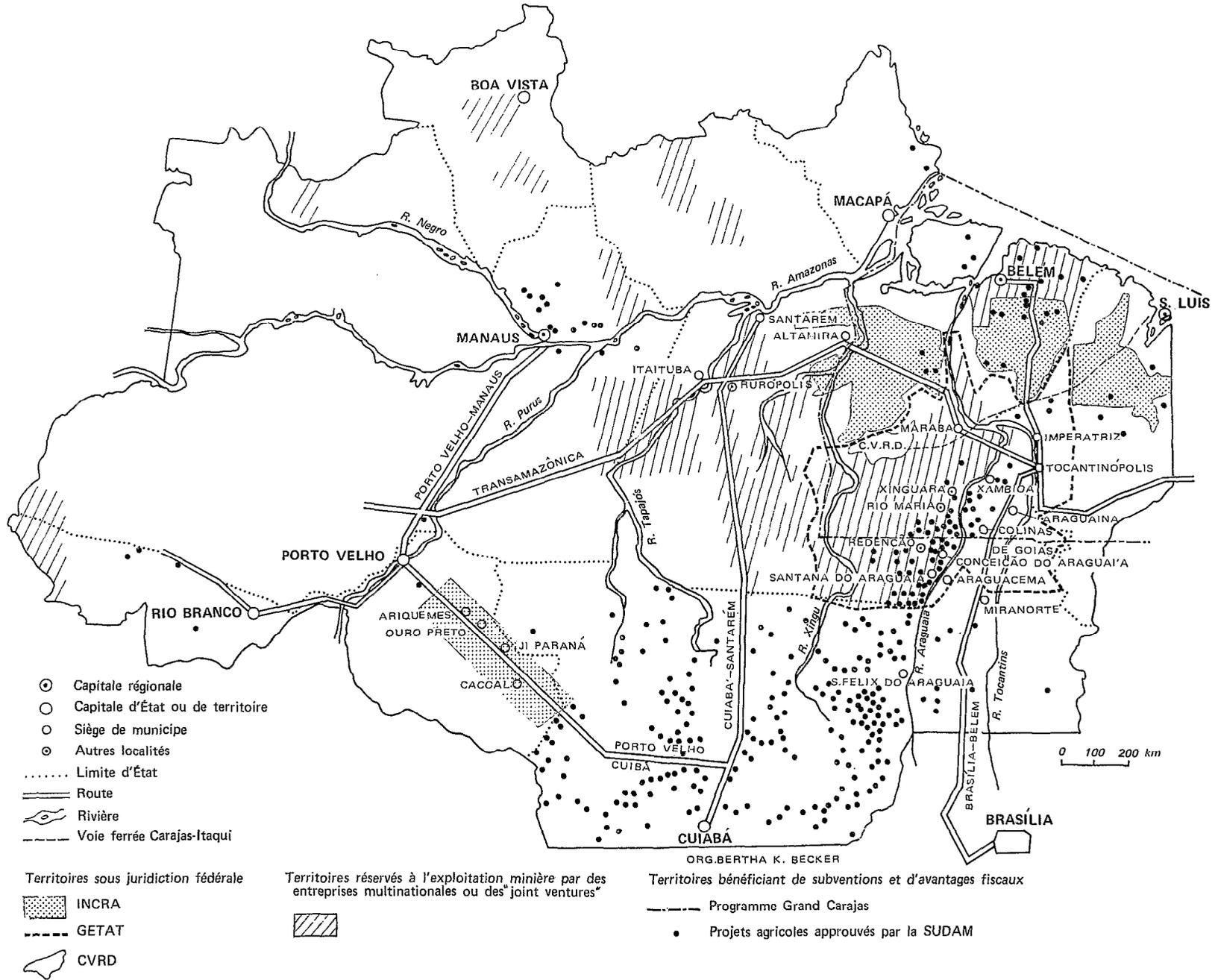


Fig. 1 A : La maille de l'espace vécu



UNE INTERPRÉTATION GÉOPOLITIQUE

Fig. 1-B : La maille de l'espace programmé et planifié.

fragmentation de la frontière : la maille qui recouvre les immenses territoires des entreprises agricoles et des grands projets miniers, expressions locales d'ensembles nationaux ou mondiaux, auxquels elles sont davantage liées qu'à leur environnement immédiat, front avancé de la nouvelle frontière qui s'ébauche pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

### La résistance des usagers de l'espace : un pouvoir local ?

La pratique de la lutte politique, qui s'exprime par la multiplication des mouvements de protestation organisés sur des bases locales et revendiquant des « contre-espaces », met en évidence l'importance de l'aspect concret du processus de production de l'espace social et remet en cause cette construction théorique.

La passivité des usagers de l'espace s'est brisée. Cette rupture signifierait-elle une fuite à grande échelle hors de l'ordre imposé par l'espace social ? L'échelon local est-il capable d'un comportement aléatoire ? Une alternative politique peut-elle donc surgir à l'échelon local ? (BECKER, 1985 b).

Les avancées de la physique théorique et de la mécanique quantique relatives à la complexité du niveau microscopique, en mettant en évidence la présence de systèmes étranges, de structures dissipatives, dont l'évolution est telle qu'elle détruit la conservation des éléments constitutifs du système supérieur, conduisent à interpréter l'évolution irréversible comme une expression de la croissance du désordre moléculaire et de l'effet d'une évolution des systèmes vers des états de plus grande probabilité. Cela contrarie la notion de l'irréversibilité linéaire de l'évolution, dans la mesure où des processus à échelle microscopique peuvent la réorienter. On doit pouvoir observer de telles propriétés dans le corps social, bien que les sciences sociales n'aient pas encore intégré de telles découvertes, ce qui limite la portée de leurs analyses (GAUDEMAR, 1984).

La construction théorique sur la production de l'espace intègre dans son champ la reconnaissance des contradictions et des conflits inhérents à la production de l'espace social. Cependant l'abstraction théorique ne rend pas compte des manifestations spécifiques des contradictions, ni de la variété des résultats obtenus; c'est-à-dire qu'elle ne rend pas compte des synthèses, de l'apparition de nouvelles situations. En d'autres termes, elle ne prévoit pas l'impondérable, l'incertitude qui résulte des particularités du corps social et qui correspond à des processus en cours dans d'autres dimensions et à d'autres échelles, parfois contradictoires avec les processus dominants au niveau global, et qui agit sur lui.

L'analyse des conflits sociaux localisés apparaît nécessaire. On remet ainsi en question la dimension territoriale, en tant que pouvoir local spécifique, sous l'angle de la résistance collective organisée à l'échelon local et de son influence possible sur les orientations du processus de production de l'espace social.

L'expérience des recherches sur la frontière nous permet de formuler l'hypothèse selon laquelle la résistance des petits producteurs ne provient pas de la défense d'un mode de production ou d'une logique propres, ainsi que l'imaginent les « paysannistes », mais de leur désir de conquérir un espace dans l'ordre dominant, et selon laquelle cette résistance joue un rôle décisif dans la production de l'espace social. Ce rôle ne s'exerce pas seulement lors des conflits déclenchés et des luttes organisées à l'occasion de problèmes spécifiques — principalement la lutte pour la terre — à des moments déterminés, mais aussi lors de conflits enracinés dans le quotidien, dans la chaîne des actions et réactions qui composent les rapports sociaux et façonnent les régions. Dans ces mouvements, la potentialité politique de la frontière prend corps. Et ces deux formes d'action, bien qu'elles se retrouvent sur toute la frontière, sont dominantes dans certains contextes sociaux localisés comme en Amazonie orientale et dans le Rondônia que nous allons prendre pour exemples.

### FORMES DE RÉSISTANCE EN AMAZONIE ORIENTALE

L'Amazonie orientale, située à une position stratégique de contact entre les pôles dynamiques du Centre-Sud, le bassin de main-d'œuvre du Nord-Est et la frontière, a été la première zone peuplée par l'expansion récente de la frontière le long de l'axe de pénétration de la route de Belém-Brasilia. Elle comprend aujourd'hui le sud et l'est de l'État du Pará, le nord du Goiás et l'ouest du Maranhão.

L'État y a nettement privilégié l'accumulation des *fazendeiros* individuels, les entreprises de grands groupes économiques et, aujourd'hui, les grands projets miniers, au moyen de subventions et de prêts. Par conséquent, une intense mobilité de la force de travail a été encouragée.

Bien que, dans cette zone, les conflits soient nombreux et variés, à tous les niveaux et entre tous les acteurs, la mobilité du travail constitue la principale source des conflits et des mouvements de résistance. En elle-même, la mobilité du paysan-manceuvre agricole, ainsi que celle de sa famille, est une forme pacifique de résistance de la paysannerie à sa dissolution. La résistance passive, comme stratégie de survie, est donc une composante importante de la forme d'organisation du marché local du travail.

Au cours du processus continu d'expropriation qui intensifie la mobilité, les migrants se politisent et inventent des formes de résistance moins pacifiques, en assimilant des tactiques offensives et défensives : l'invasion des terres et la lutte armée. Le degré et la forme de la résistance varient selon :

A. L'existence d'une rente foncière différentielle dans les zones les plus valorisées par leurs facilités d'accès aux routes et aux centres urbains, et par la plus grande richesse de leur sol et de leur sous-sol.

B. L'héritage historique et culturel du peuplement qui conditionne le processus d'apprentissage de la population.

L'invasion concertée se pratique sur les terres des entreprises, des *fazendeiros*, sur les terres *devolutas* et sur celles des populations locales originelles : les Indiens et les latifundiaires traditionnels. Elle se pratique aussi dans les zones destinées par l'État à la croissance urbaine.

Si l'État profite au départ des invasions, pour transférer sur la population le coût de l'ouverture des *picadas* et des lots dans les zones destinées à la colonisation, et pour démembrer le latifundium traditionnel, elles échappent vite à son contrôle.

Étant donné la structure de la société locale, les réactions des *fazendeiros* et des entrepreneurs sont violentes. Elles font éclater la lutte armée qui se localise principalement autour de la ville de Marabá, dotée de grandes richesses minérales, point de rencontre de fleuves et de routes, où les *fazendeiros*, les entrepreneurs, les colons, les *posseiros* et le gouvernement central s'affrontent, et où existe une tradition de lutte héritée d'une guérilla éliminée dans les années soixante-dix.

Ces mouvements provoquent des conflits entre secteurs de la société civile et politique, y compris entre paysans et salariés. La résistance à l'expropriation et le soutien aux invasions de terres sont renforcés par l'appui de l'Église catholique. Cet appui accentue les rapports contradictoires de l'Église avec la politique économique de l'État qui privilégie l'entreprise, bien qu'il puisse y avoir identité de points de vue sur le plan politique à propos de l'idéologie du travail familial que l'on retrouve simultanément dans la revendication de justice sociale de l'Église et dans les projets de colonisation qui légitiment l'action de l'État.

Alors que la résistance des paysans et des travailleurs de l'Amazonie orientale a, sans aucun doute, créé dans l'opinion publique un courant favorable à l'ouverture politique et à la réforme agraire, localement les structures sociales ont fourni les conditions d'une répression aiguë qui a causé de nombreuses morts.

#### FORMES DE RÉSISTANCE DANS LE RONDÔNIA

L'état actuel du Rondônia, situé à la frontière de la Bolivie, a connu une stratégie de peuplement et de distribution contrôlée de terres aux familles de petits producteurs. Il s'y déroule un des processus les plus remarquables de changements économique, social et politique, non seulement pour la frontière, mais aussi pour l'ensemble du Brésil contemporain.

Ce processus de peuplement, déclenché au début des années soixante-dix, se traduit par la création d'une nouvelle région, aujourd'hui institutionnalisée comme État de la Fédération, produit d'une étroite complémentarité entre l'action de l'État et celle de milliers de migrants dont l'initiative est aujourd'hui dominante, contrairement à ce que nous avons observé en Amazonie orientale. Pour des raisons géopolitiques, d'ordre intérieur et extérieur, dont l'analyse sort du cadre de ce travail, le gouvernement fédéral a pris en charge à cette occasion la direction et l'exécution du processus de peuplement de ce qui n'était alors qu'un Territoire (BECKER, 1985 c).

L'hégémonie s'est affirmée par l'idéologie de la sécurité nationale, et a employé l'image d'un eldorado de terres fertiles, accessibles à la population. La stratégie de distribution contrôlée des terres s'appuie sur deux instruments, la consolidation de la route qui relie le Rondônia à Brasília et au Centre-Sud (1968), et qui a drainé le flux migratoire des petits producteurs de café expropriés de zones d'anciennes frontières agricoles des années quarante, et l'appropriation des terres *devolutas* du territoire et leur distribution par des projets de colonisation officiels, d'une grande efficacité démonstrative : un petit nombre de colons a été installé en bénéficiant de l'aide complète de l'État, ce qui a attiré de grandes masses de population qui se sont installées « spontanément » par leurs propres moyens, avant d'obtenir la régularisation de leur situation. La pression populaire a été telle que l'État a dû s'adapter en ayant recours à la création de nouveaux projets de colonisation, avec des formes nouvelles d'organisation et d'installation de colons, sur des lots chaque fois plus petits, en réduisant les investissements publics, mais toujours avec un temps de retard sur le peuplement et en ne faisant que réorganiser l'occupation.

Cette stratégie a été un succès en termes d'occupation rapide du territoire : entre 1970 et 1984, la population est passée de 11 064 habitants à 888 430 habitants. Ces dernières années pourtant, un effet boomerang s'est fait sentir : l'afflux de population a nettement dépassé la capacité d'encadrement de l'État, et l'on a observé des invasions de terres publiques et privées, marquées par de graves conflits.

La résistance des petits producteurs s'est exprimée de deux manières :

A. Par la pression systématique exercée par le peuplement spontané-induit sur la stratégie et sur les moyens de contrôle de l'État, ce qui a contraint ce dernier à modifier progressivement les formes d'installation.

B. Par les conflits engendrés par le peuplement spontané-induit imprévu qui échappe au contrôle de l'État.

L'exemple du projet de colonisation intégré de Ji-Parana, créé en 1972, permet de comprendre les formes dirigées et « spontanées », contrôlées et incontrôlées du peuplement. On prévoyait initialement, en 1973, l'installation de 1 000 familles sur le premier secteur. Dès 1974, en raison de l'excédent de candidats à la terre qui s'accumule dans la région, on a prolongé les *lignes* du premier secteur et créé un second secteur, plus au sud, sur lequel les installations ont été réalisées par le système de *mutirão* (aide mutuelle) entre les colons, sous la direction de l'INCRA, et en suivant le modèle officiel. En 1976, en raison de l'intensité de l'occupation spontanée, un nouveau secteur a été créé, sur lequel l'action des pouvoirs publics s'est limitée à la réalisation d'un axe routier central et à la délimitation des lots. Simultanément, des familles sans terres, regroupant 3 500 personnes, ont occupé de manière anarchique une zone qui a été transformée en nouveau secteur de colonisation après la régularisation officielle. La mosaïque foncière de Cacoal est le produit des trois formes de peuplement : le tracé des lots et des routes, de géométrique, devient chaotique (fig. 2), ce qui, soit dit en passant, corrige les distorsions du modèle officiel trop rigide.

Bien qu'imprécises, les statistiques officielles indiquent que les invasions de terres légalisées concernent au moins 40 % du total des 34 272 familles installées jusqu'en 1984. Il n'y a pas de données sur les invasions non légalisées.

D'autres formes non conflictuelles de peuplement spontané, spécifiques à l'organisation sociale locale, se sont développées. Le marché du travail qui s'organise dans le circuit de l'économie paysanne, fondé sur la force de travail de la famille elle-même et sur celle des *parceiros* — migrants qui en attendant des terres vivent sur les lots des colons et leur payent un loyer en part de récolte —, est une solution qui permet au propriétaire de disposer de davantage de bras et au *parceiro* d'échapper à la prolétarianisation. Cette solution permet une absorption de producteurs en nombre bien supérieur au nombre de lots délimités. La multiplication des villes de *posseiros*, centres de régions agricoles, dont la population

varie de 24 000 à 60 000 habitants, situées tous les quarante kilomètres de la route, est l'un des indicateurs les plus impressionnants de l'importance du peuplement spontané. C'est là qu'apparaît le plus clairement le caractère idéologique de la colonisation, dans la mesure où l'État n'a rien fait pour les villes, construites par le travail des migrants qui sont jusqu'à présent des *posseiros*, sans titres régularisés. Aujourd'hui, les associations de *posseiros*, de petits producteurs, s'organisent avec l'appui de l'Église et de partis politiques pour échapper au contrôle des commerçants.

La résistance par les invasions de terres, soudaines et incontrôlées, s'est intensifiée dans ces dernières années en raison du nombre de familles sans terre : 20 000 ou 40 000 en 1985, selon les informations du gouvernement ou celles de la Commission Pastorale de la Terre. Forte de son importance numérique, la population organise des invasions de terres, en fonction d'informations sur la situation juridique réelle des terres appropriées par des *fazendeiros* ou des entreprises. Le choix de zones à la situation douteuse lui permet ainsi d'avoir généralement gain de cause.

Au Rondônia donc, la résistance populaire ne se caractérise pas par la lutte armée, mais par une action systématique de conquête et, aujourd'hui, de préservation de l'espace. Son influence sur les orientations du processus de production de l'espace est visible, particulièrement dans la transformation du Territoire en État en 1981, et aussi dans l'intense mobilisation de la société civile et de l'appareil d'État local en faveur la Réforme agraire.

Les problèmes de la résistance des paysans et des semi-prolétaires sur la frontière relancent le débat sur leur affrontement avec les entreprises et les *fazendas* sous un nouvel angle. La reconnaissance de l'émergence d'un pouvoir local ne se fait pas dans un contexte dualiste, dans la mesure où la résistance et la spontanéité des paysans ne se réfèrent pas à un mode de pensée et d'utilisation de la terre qui leur serait propre, opposé et extérieur au mode dominant. Au contraire, ils luttent pour la conquête et la préservation des espaces dans le cadre des règles dominantes. Ils veulent disposer de la terre pour la cultiver, pour la vendre, pour la louer, et même, une fois le titre de propriété acquis, la lotir pour créer une petite ville! Par leurs formes d'action, ils démontrent une grande capacité d'assimilation et d'adaptation des modèles officiels, ainsi qu'une capacité d'innovation et d'organisation pour la défense de leurs droits qui leur permet d'influer sur les orientations du processus de production de l'espace social.

Fig. 2. — Types d'installation de colons. Municipale de Cacoal. Rondônia. →  
1973. Peuplement encadré.  
1974. Peuplement spontané - induit contrôlé.  
1976. Peuplement spontané - induit non contrôlé.

ETAT DE MATO GROSSO



PIC OURO PRETO

PARC INDIGENE

SETÉ DE SETEMBRO

MUNICIPE DE PRES. MEDICE

GLEBE CASTRO ALVES

SECTEUR TROCYSSARA

SECTEUR ESPIGAO DO OESTE

1974

IPOCYSSARA

SECTEUR ESPIGAO DO OESTE

GLEBE DJARUARU

1973

SECTEUR GY PARANA

GLEBE CASTRO ALVES

GLEBE UATURUMBO

FAZENDA CASTANHAL

CACOAL

MUN. DE ESPIGAO DO OESTE

MUN. DE ROLIM DE MOURA

1976

ESPARSAS

SECTEUR PROSPERIDADE

SECTEUR TATU

GLEBE CORUMBIARA

MUNICIPE DE PIMENTA BUENO

## BIBLIOGRAPHIE

- BECKER (B. K.), 1978. — Uma hipótese sobre a origem do fenômeno urbano numa fronteira de recursos do Brasil. *Rev. Bras. Geografia*, 40, n° 1, FIBGE, Rio de Janeiro.
- BECKER (B. K.), 1980. — Agriculture and Development in Brazil — the expansion of the agricultural frontier. *Regional Development Dialogue*, vol. 1, n° 2, UNCRD, Nagoya : 160-184.
- BECKER (B. K.), 1981. — O Estado e a questão da terra na fronteira : uma perspectiva geopolítica. Republiee, 1985, *Geojournal* 11, n° 1, D. Reidel Publishing Company, Dordrecht and Boston : 7-14.
- BECKER (B. K.), 1982 a. — Geopolítica da Amazônia, a nova fronteira de recursos. Zahar, Rio de Janeiro, 233 p.
- BECKER (B. K.), 1982 b. — The political use of territory, a third world perspective. *Latin American Regional Conference*, IGU, vol. II Simposia and Round Tables, Rio de Janeiro : 233-242.
- BECKER (B. K.), 1983. — Migração e mudança ocupacional na Amazônia; estratégias, conflitos, alternativas. Mimeo SBPC, Belém, 28 p.
- BECKER (B. K.), 1984 a. — A fronteira no final do século XX : oito proposições para um debate sobre a Amazônia brasileira. Publiee em 1985, *Espaço e Debates* n° 3, NERU, São Paulo : 59-73, et *International economic restructuring and the territorial community*, UNIDO, Vienna : 473-498.
- BECKER (B. K.), 1984 b. — The state crisis and the region-contemporary thoughts from a third world perspective. *Political Geography, Recent advances and future directions*, ed. Taylor, P. and House, J., Croom Helen, U.K. : 81-97.
- BECKER (B. K.), 1985 a. — Fronteira e urbanização repensadas. *Revista Bras. Geografia* — Ano XLVII n° 3/4, FIBGE, Rio de Janeiro : 357-371.
- BECKER (B. K.), 1985 b. — The crisis of the state and the region : regional planning questioned. *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 3, London : 141-153.
- BECKER (B. K.), 1985 c. — Expansão do povoamento e mudança social : o caso de Rondônia. *Conferencias, 6º Encontro nacional de Geografia Agrária*, Massangana, Fundação Joaquim Nabuco, Recife : 91-129.
- BECKER (B. K.) e MACHADO (L. O.), 1980. — Relações de trabalho e mobilidade na Amazônia brasileira : uma contribuição. *Brazilian Geographical Studies*, IGN, National Commission of Brazil, Rio de Janeiro : 361-390.
- CASTRO (A. B.), 1969. — Agricultura e desenvolvimento no Brasil. *Sete ensaios sobre a economia brasileira*, vol. 1, Forense, Rio de Janeiro, 192 p.
- CASTELLS (M.), 1984. — Technological change, economic restructuring and the spatial division of labour. Seminar on International Division of Labour and Regional Problems, IGU/UNIDO/IIR, Vienna, 26 p.
- COHEN (R. B.), 1981. — The international division of labor, multinational corporations and urban hierarchy. *Urbanization and Urban Planning* ed. Dear, M. and Scott, A., Methuen, London : 287-318.
- DROULERS (M.) et MAURY (P.), 1981. — Colonização da Amazonia maranhense, in *Ciência e Cultura* 33 (8). Agosto de 1981 : 1033-1050.
- Federação dos Órgãos de Assistência Social e Educação (FASE), 1979. — Pesquisa sobre a força de trabalho agrícola em regiões de fronteira. Convênio FINEP/INAN/FASE. Terceiro Relatório Semestral, Rio de Janeiro.
- GAUDEMAR (J.-P.), 1976. — Mobilité du travail et accumulation du capital. *Économie et socialisme* 28, Maspero, Paris, 272 p.
- GAUDEMAR (J.-P.), 1984. — Sur la piste des Cavaliers de l'Apocalypse... Mimeo, 3 p.
- GUICHONNET (P.) et RAFFESTIN (C.), 1974. — Géographie des frontières. PUF, Paris, 233 p.
- HARVEY (D.), 1973. — Social justice and the city. Edward Arnold, London, 336 p.
- KOEHLIN (J.) et PEBAYLE (R.), 1978. — Les fronts pionniers du Mato Grosso méridional : approche géographique et écologique, in le Bassin moyen du Parana brésilien : l'homme et son milieu. *Travaux et Documents de géographie tropicale*, n° 35, CEGET, Bordeaux-Talence.
- KOHLHEPP (G.), 1982. — Regional development strategies and economic exploitation policies in Amazonia — recent trends in spatial organization of a tropical frontier region in Brazil. Seminar on Regional Development Alternatives, IGU, Belo Horizonte, 26 p.
- LEFEBVRE (H.), 1978. — De l'État. 4<sup>e</sup> vol. Union Générale d'Édition, Paris, 467 p.
- LOINGER (G.), 1983. — Une économie politique du spatial et du territorial. *Espaces et Sociétés* n° 42, Paris : 119-127.
- MACHADO (L. O.), 1983. — Significado e configuração de uma fronteira urbana na Amazônia. Mimeo, SBPC, Belém, 23 p.

- MACHADO (L. O.), 1984. — Urbanização e monopólio do espaço : o exemplo da Amazônia. Mimeo, UFRJ, Rio de Janeiro, 34 p.
- MARTINS (J. S.), 1975. — Capitalismo e tradicionalismo. Pioneira, São Paulo.
- MARTINS (J. S.), 1981. — Os camponeses e a política no Brasil. Vozes, Petrópolis.
- MIRANDA (M.), 1982. — Government colonization project and expansion of the agricultural frontier : a case study in Altamira. Mimeo, IGU, Belo Horizonte.
- MIRANDA (M.), 1984. — The role of planned colonization in the expansion of the frontier in Amazonia. *Brazilian Geographical Studies* vol. 1, IGU, National Commission of Brazil, Rio de Janeiro : 377-406.
- MONBEIG (P.), 1952. — Pionniers et planteurs de São Paulo. Armand Colin, Paris, 376 p.
- MUSUMECI (L.), 1984. — O mito da terra liberta. Colonização « espontânea », camponesinato e patronagem na Amazônia Oriental. Tese de Mestrado, PPGA, UFRJ, Rio de Janeiro.
- OLIVEIRA (F.), 1975. — A economia brasileira ; crítica à razão dualista, *Seleções Cebrap n° 1*, Brasiliense, São Paulo : 5-78.
- PAIVA (R. M.), 1971. — Modernização e dualismo tecnológico na agricultura brasileira. Pesquisa e planejamento econômico, vol. 4, IPEA, Rio de Janeiro.
- RACIONERO (L.), 1978. — *Sistemas de ciudades y ordenacion del territorio*. Alianza Editorial, Madrid, 168 p.
- REGO (R. M. L.), 1978. — Seminário sobre a expansão da fronteira agrícola. Grupo de Agricultura, mimeo, Unicamp, Campinas.
- RIVIÈRE D'ARC (H.), 1978. — La formation du lieu Amazonien. *Cahiers des Amériques Latines* 18 : 181-213.
- SAWYER (D.), 1982. — A fronteira inacabada : industrialização da agricultura brasileira e debilitação da fronteira amazônica. Seminar on Regional Development Alternatives, IGU, Belo Horizonte, *multigr.*
- SILVA (G.), 1982. — A modernização dolorosa. Estrutura agrária, fronteira agrícola e trabalhadores rurais no Brasil. Zahar, Rio de Janeiro.
- SILVA (S.), 1976. — Desenvolvimento e agricultura no Brasil. Mimeo, Universidade Federal Fluminense, Niterói.
- SILVA (S.), 1981. — Valor e renda da terra : o movimento do capital no campo. Polis, São Paulo, 159 p.
- SILVA (S.), 1982. — A via brasileira do capitalismo no campo. *Conferência Regional Latino-Americana, U.G.I.*, vol. 2, Rio de Janeiro : 91-96.
- SOARES (L. E.), 1981. — Camponesinato : ideologia e política. Zahar, Rio de Janeiro, 230 p.
- STERNBERG (H.), 1981. — Frontières contemporaines en Amazonie brésilienne : quelques conséquences sur l'environnement. In P. Monbeig org., *Les phénomènes de « frontière » dans les pays tropicaux*, Institut des hautes études de l'Amérique Latine, Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique Latine, Paris : 177-200.
- THÉRY (H.), 1985. — Le Brésil. Masson, Collection géographie. Paris.
- VALVERDE (O.) *et al.*, 1979. — A organização do espaço na faixa da Transamazônica, vol. 1, Rondônia. FIBGE, Rio de Janeiro.
- VALVERDE (O.) e FREITAS (M. L.), 1980. — O problema florestal da Amazônia brasileira. Vozes, Petrópolis.
- VELHO (O.), 1976. — Capitalismo autoritário e camponesinato. Difel, Rio de Janeiro, 261 p.
- VELHO (O.), 1980. — A propósito da terra e da igreja. Encontros com a Civilização Brasileira, n° 22, Civilização Brasileira, Rio de Janeiro : 157-168.
- VELHO (O.), 1983. — Sete teses equivocadas sobre a Amazônia. *Religião e Sociedade*, n° 10, Rio de Janeiro.
- WAGNER (A.) e MOURÃO (L.), 1978. — Questões agrárias no Maranhão contemporâneo. *Pesquisa Antropológica*, n°s 9/10, UNB, Brasília.
- WAGNER (A.), 1981. — GETAT. — Segurança nacional e o revigoramento do poder regional. *Transformações econômicas e sociais no campo maranhense*, vol. 7, CPT-Ma, São Luis.
- WAIBEL (L.), 1955. — As zonas pioneiras do Brasil. *Rev. Bras. Geografia* XVII, n° 4, IBGE, Rio de Janeiro.
- WALLERSTEIN (I.), 1979. — The capitalist world economy. Cambridge University Press, Cambridge, 305 p.